

## Analyse

### Les ombres et les promesses de la rénovation socialiste

16 octobre 2009

Un nouvel Epinay ? Au congrès de Reims, en novembre 2008, Martine Aubry en avait caressé l'espoir. Après le référendum militant du 1<sup>er</sup> octobre, la première secrétaire, se jugeant confortée par sa victoire, a souligné que *"la rénovation est maintenant irrémédiable"* et qu'elle conduira, lors d'une convention en juin 2010, à *"une transformation majeure du Parti socialiste, sans doute la plus importante depuis Epinay"*, ce congrès de la refondation socialiste en 1971. M<sup>me</sup> Aubry a placé la barre un peu haut. Le référendum montre qu'à côté de ses promesses, la rénovation a ses ombres.

La première ombre concerne la participation plus que modeste. Sur plus de 200 000 militants revendiqués, seuls 45,94 % ont voté, moins d'un sur deux. Le 1<sup>er</sup> décembre 2004, pour le référendum interne sur l'Europe, précédé par trois mois de campagne, la participation avait frôlé les 78 %. La comparaison est plus pertinente avec le référendum du 10 octobre 1995. Soucieux déjà d'impulser une rénovation, dans un parti encore traumatisé par ses Berezina électorales aux législatives de 1993 et aux européennes de 1994, Lionel Jospin avait marqué son retour à la tête du PS par un vote sur dix-huit questions. Le temps de campagne avait été aussi bref qu'en 2009. Résultat : 66,36 % de votants, sur moitié moins d'inscrits.

Cette modeste participation n'efface pas le succès de M<sup>me</sup> Aubry, qui a obtenu une très large majorité sur ses onze questions, mais elle le relativise. Sur chaque item, les scores sont élevés : 68,34 % pour des primaires ouvertes ; 70,02 % pour des primaires communes à la gauche ; 71,15 % pour le non-cumul des mandats ; 77,30 % pour le choix des dirigeants *"en cohérence"* avec les orientations politiques ; 86,39 % pour garantir *"la sincérité et la fiabilité"* des votes internes - a contrario, en pleine relance de la polémique sur l'élection de M<sup>me</sup> Aubry, 13,1 % des militants ont refusé d'approuver cette dernière règle.

L'approbation est massive. Mais sur le non-cumul des mandats, il y a près d'un tiers d'opposants, soit une proportion légèrement inférieure au nombre d'élus. L'application de la réforme risque donc d'être une longue marche. Au total, le référendum révèle une adhésion sans élan à la rénovation, ressentie plus comme une contrainte imposée par l'air du temps que comme une ardente obligation.

En elle-même, la rénovation est une promesse d'unité. En 1995, M. Jospin avait voulu l'engager dans *"un esprit consensuel"*. En 2009, M<sup>me</sup> Aubry plaide pour *"l'unité réelle"*. *"Nous avons mis en place les fondations et les murs, a-t-elle affirmé le 7 octobre. Il nous manquait le ciment. Le ciment, c'est notre unité."* Mais il y a plusieurs façons de jouer les maçons de l'unité. La première secrétaire aurait pu faire un coup d'audace : remanier son secrétariat national, en le ramenant de 80 à 25 membres. Et y faire entrer ces quadras dont elle disait, lors de la convention du 10 octobre : *"Parfois, (ils) nous titillent un peu trop à l'extérieur du parti. J'aimerais mieux qu'ils nous titillent à l'intérieur."*

Comme Ségolène Royal qui, en 2007, alors que sa campagne patinait, avait appelé les éléphants, la maire de Lille a rappelé les anciens, comme Laurent Fabius et Bertrand Delanoë. Bousculant les statuts - l'article 7 prévoit que la composition du bureau national, à la proportionnelle des courants, relève du seul conseil national -, elle a nommé dans cette instance des dirigeants qui étaient déjà ses alliés et qui n'avaient pas fait de la rénovation leur priorité. Résultat : M<sup>me</sup> Royal lui a fait la leçon - *"Est-ce que vous pensez que ma présence va changer quelque chose ?"*, s'est-elle interrogée, faussement ingénue, sur RTL - et lui a délégué un jeune venu de la diversité, Kamel Chibli, qu'elle a refusé. Avec *"l'affaire Frédéric Mitterrand"* - objet d'une sévère passe d'armes entre le maire de Paris, relayé par Harlem Désir, et Benoît Hamon, porte-parole du PS, soupçonné de *"populisme"* -, l'*"unité réelle"* a à peine vécu ce que vivent les roses. Les régionales vont-elles *"ciment"* l'unité ? La convention sur le nouveau modèle de développement a été reportée après mars 2010. Mais il reste le cactus des alliances. M<sup>me</sup> Aubry veut *"construire sans hégémonie"* une *"maison commune"* de la gauche, avec des alliés qui se défilent.

Les Verts rêvent de disputer au PS des présidences de région. Le Parti communiste est déchiré entre la réédition du Front de gauche avec Jean-Luc Mélenchon, qui fait mine de croire à une alliance avec Olivier Besancenot, et la préservation de ses élus, qui suppose de s'allier au PS. Vis-à-vis du MoDem, qui tiendra un congrès programmatique en décembre, M<sup>me</sup> Aubry a bougé. Le 17 septembre, elle a indiqué au *Parisien* qu'elle acceptait *"volontiers de rencontrer (François Bayrou) pour discuter de ses propositions"*. Le 7 octobre, elle a évoqué une *"ouverture possible aux humanistes et aux démocrates"* - reprenant la terminologie de la motion Royal au congrès de Reims - *"à condition qu'elle s'accompagne de clarté et de transparence"*. Pour les régionales, M<sup>me</sup> Aubry récuse les accords à la carte avec le MoDem mais n'exclut pas une alliance nationale de second tour, sur la base du... projet socialiste. Une stratégie similaire à celle de François Hollande aux municipales de 2008.

**Michel Noblecourt, éditorialiste**

**Courriel :** noblecourt@lemonde.fr.